

***En représailles à l'attaque lancée par des terroristes basés au Pakistan contre une base indienne située dans la zone disputée du Cachemire le 18 septembre dernier, les autorités indiennes ont annoncé avoir mené des « frappes chirurgicales » au Pakistan voisin dans la nuit de mercredi 28 à jeudi 29 septembre. C'est la première fois que New Delhi déclenche de telles représailles en réponse à une attaque terroriste de la part d'un groupe implanté au Pakistan et en fait la publicité. En effet, il est de notoriété publique que ces groupes bénéficient du soutien d'Islamabad, qui se sert d'eux comme des outils d'influence. Si ce type de raid pourrait bien constituer la solution que l'Inde a longtemps recherché pour lutter contre les actions terroristes préparées sur le sol de son voisin, il n'en reste pas moins qu'il présente un risque d'escalade des tensions entre les deux pays. Alors que l'Inde semble suffisamment assurée pour prendre ce risque, il est encore trop tôt pour affirmer que cette stratégie sera payante.***

C'est au cours d'une conférence de presse commune entre le directeur général des opérations militaires (DGMO) Ranbir Singh et le porte-parole du Ministère des affaires étrangères indiennes, Vikas Swarup, que le raid indien au Pakistan a été rendu public **(1)**. Selon les informations officielles, l'opération a été menée par des forces spéciales de l'*Indian Army* et visait plusieurs camps de terroristes se préparant à commettre des attaques en Inde. Les soldats indiens, vraisemblablement membres des para-commandos, auraient ainsi été hélicoptérés quelques kilomètres au-delà de la Ligne de Contrôle (LoC - la ligne séparant le Cachemire entre la partie contrôlée par l'Inde et celle contrôlée par le Pakistan) pour traiter leur objectif avant de se retirer. Cette opération aurait été un véritable succès, en ce qu'elle aurait notamment permis de faire un nombre significatif de victimes dans les rangs des terroristes. Elle présente par ailleurs des implications non seulement pour la doctrine militaire et la politique interne de l'Inde, mais aussi pour les relations Inde-Pakistan, ce qui en fait un événement important.

Tout d'abord, il faut noter que ce type d'opération n'est pas une nouveauté pour l'Inde. Ainsi, dès les années 1993-1994, le général Bipin Chandra Joshi a permis à l'*Indian Army* de mener des actions à travers la LoC, « à condition de ne laisser personne derrière, ni blessé ni mort » **(2)**. De plus, ce n'est pas la première fois que l'Inde a recours à des actions de forces spéciales en représailles aux actions de groupes armés basés en dehors de son territoire. Le raid intervenu au Pakistan semble ainsi très proche dans sa planification et son exécution du raid conduit par les forces indiennes au Myanmar le 9 juin 2015. A cette époque, l'Inde venait d'essuyer de lourdes pertes militaires au cours d'une attaque menée par des séparatistes contre l'un de ses convois, dans l'Est du pays. En accord avec les autorités birmanes, New Delhi avait alors répliqué en lançant un raid de forces spéciales contre les camps d'entraînement des groupes séparatistes installés au Myanmar, non loin de la frontière indienne. Si ce type d'opération n'est finalement pas nouveau, l'origine du retentissement causé par les frappes indiennes au Pakistan est donc à rechercher ailleurs.

La véritable nouveauté dans cette affaire vient de l'effort de communication qui a entouré l'opération indienne et qui présuppose une posture tout à fait inédite. C'est en effet la première fois que New Delhi assume ouvertement une opération de représailles à l'encontre d'un groupe basé au Pakistan *via* des canaux officiels. Dès l'annonce de l'attaque de la caserne indienne

située dans le secteur d'Uri au Cachemire le 17 septembre dernier, les hommes politiques indiens avaient ainsi lancé des avertissements. Le premier ministre Narendra Modi avait ainsi affirmé que l'attaque « *ne resterait pas impunie* », alors que son ministre de la défense, Manohar Parrikar avait déclaré que le sacrifice des soldats sur place « *ne serait pas en vain* »**(3)**. Dès lors, malgré le langage policé adopté durant la conférence de presse conjointe entre le ministère des affaires étrangères et de la défense, nous pouvons affirmer qu'il s'agissait bien pour les Indiens de venger cet énième affront.

Bien que subissant des attaques régulières de la part de groupes terroristes s'entraînant chez son voisin, l'Inde n'avait jusqu'ici jamais osé exercer directement des représailles au Pakistan, de peur d'une potentielle escalade militaire. Les deux pays étant dotés de l'arme nucléaire, une montée des tensions représente potentiellement ainsi un risque extrême et inacceptable. En conséquence et comme l'ont démontré les travaux de Guillem Monsonis, la doctrine militaire de l'Inde vis-à-vis de son voisin a fait de la prudence une règle d'or et vise avant toute chose à prévenir ce risque d'emballement militaire. Nombre d'attaques des groupes liés au Pakistan sont ainsi restés impunies, comme celle de la base indienne de Kaluchak en mai 2002, celle de Mumbai en novembre 2008, ou encore celle de la base aérienne de Pathankot en janvier 2016 **(4)**. Le fait que l'Inde riposte de manière ouverte signale un changement radical : le pays est maintenant prêt à exercer des représailles, malgré le risque d'escalade. Le fait que l'armée indienne ait évacué les populations sur la zone frontalière dès le lendemain de son opération, montre que les Indiens craignaient une potentielle riposte pakistanaïse mais ont décidé de passer outre. Cette nouvelle posture porte en elle les germes d'un potentiel changement de paradigme dans les relations entre les deux pays, en ce qu'elle va rendre beaucoup plus coûteux pour le Pakistan son soutien à des actions terroristes lancées contre l'Inde. Plus largement, c'est la capacité de dissuasion pakistanaïse qui est amoindrie, l'Inde ayant éventé le bluff nucléaire pakistanaïse en conduisant cette opération sur son sol sans encombre.

Si l'on ne peut nier le caractère audacieux de ce raid et les bénéfices potentiels que l'Inde peut en tirer, il faut toutefois nuancer son potentiel de rupture. Pour que ce raid produise le changement de paradigme dont nous parlons, il faudrait que l'Inde érige le recours aux raids de forces spéciales au rang de doctrine, c'est-à-dire de guide systématique pour son action, ce qui n'est pas sans poser de problèmes. En effet, que faire en cas de multiplications des attaques ? Que faire si les Pakistanais décident de défendre activement les camps terroristes ? Que se passera-t-il en cas d'échec d'une opération spéciale ? Dans tous ces cas de figures, nous assisterions alors à une escalade de l'activité militaire entre l'Inde et le Pakistan, ce qui est contraire aux intérêts indiens. De même, il faut noter que ce raid a été rendu possible par une conjoncture internationale favorable pour l'Inde. Ainsi, l'action militaire contre le Pakistan a été incluse dans une offensive diplomatique plus large, via des prises de position à l'Association sud-asiatique pour la coopération régionale (*South Asian Association for Regional Co-Operation*, SAARC) **(5)** et à l'ONU. L'Inde a ainsi reçu le soutien notable de l'Afghanistan, une autre victime des groupes terroristes soutenus par Islamabad, alors que l'Arabie Saoudite et le Qatar, deux soutiens traditionnels d'Islamabad ont condamné l'attaque survenue à Uri. Compte-tenu des limites que nous venons d'exposer, il est encore trop tôt pour parler de révolution dans les relations entre l'Inde et le Pakistan, ou encore de neutralisation de la capacité de dissuasion pakistanaïse. Nous pouvons cependant affirmer avec certitude que

cette opération constitue un précédent qui permettant à l'Inde de signifier avec au Pakistan sa volonté de prendre le problème du terrorisme transfrontalier à bras le corps avec une force nouvelle.

L'opération menée par l'Inde promet de faire couler encore beaucoup d'encre, en ce qu'elle introduit une dimension d'assertivité qui fait cruellement défaut au leadership du pays. Elle pourrait constituer une première pierre dans l'édification d'une doctrine moins frileuse vis-à-vis du Pakistan, qui a en a longtemps tiré avantage. Comme nous l'avons vu, le recours aux opérations spéciales ne constitue cependant pas la panacée pour répondre au terrorisme transfrontalier du fait des contraintes de ce type d'opérations, mais également des risques induits. Il est ainsi légitime de se demander si une hypothétique mise à mal des capacités terroristes présentes au Pakistan vaut le risque d'escalade. Dans le cas présent, nous pouvons remarquer que les observateurs ont conclu de manière sans doute un peu prématurée à l'absence de coût pour l'Inde suite à cette opération. Si le Pakistan a décidé de faire officiellement comme si de rien n'était, la situation sur place est très tendue et des échanges de tirs continuent d'être signalés. Nous sommes donc loin d'un retour à la normale suite à l'opération et il faudra encore attendre pour pouvoir tirer d'ultimes conclusions. En attendant, le premier ministre indien est conforme à sa réputation d'homme d'action et sa décision de lancer ce raid est d'ores et déjà saluée par l'opinion. On en veut pour preuve l'explosion de l'utilisation du *hashtag* suivant sur Twitter : [#ModiPunishPak](#) (Modi punit le Pakistan).

**Adrien FROSSARD**

---

## NOTES

[1] Vidéo de la Conférence de presse conjointe, Youtube : <https://www.youtube.com/watch?v=DyxUOrEI0Wc>, accédé le 1/10/2016.

[2] Manoj Joshi, *Uri aftermath : Retaliation, with de-escalation built-in*, Site internet de l'Observer Research Foundation : <http://www.orfonline.org/research/de-escalation-built-in/>, accédé le 2/10/2016.

[3] Sheela Bhatt & Anand Mishra, *Uri attack: PM Narendra Modi says attack will not go unpunished, Rajnath Singh calls Pak a terror state*, <http://indianexpress.com/article/india/india-news-india/pm-narendra-modi-says-attack-will-not-go-unpunished-rajnath-singh-calls-pak-a-terror-state-3037864/>, accédé le 02/10/2016.

[4] La seule exception à cette règle d'impunité est l'attaque terroriste intervenue contre le parlement indien en 2001. Suite à cette attaque, l'Inde a effectué une importante démonstration de force militaire à la frontière du Pakistan, faisant craindre à son voisin une potentielle opération de représailles.

[5] Pour plus de détails sur ce point voir Smruti Pattanaik, *Cancellation of the SAARC Summit: Has India Succeeded in Isolating Pakistan Regionally?*, Site internet de l'Institute for Defense Studies and Analysis:

[http://www.idsa.in/idsacomments/cancellation-of-the-SAARC-summit\\_sspattanaik\\_290916](http://www.idsa.in/idsacomments/cancellation-of-the-SAARC-summit_sspattanaik_290916),  
accédé le 02/10/2016.